

DES NUAGES AU FIRMAMENT POLITIQUE DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Le Nouveau-Brunswick a souvent fait l'envie et l'admiration d'autres provinces ou territoires. Son grand attrait depuis bientôt 25 ans est le grand souci de justice et d'équité sociale que représente sa loi sur les langues officielles.

En 1969, le Nouveau-Brunswick est devenu la première province canadienne à reconnaître officiellement que l'anglais et le français ont des droits égaux quant à leur usage dans les activités gouvernementales. La vision du gouvernement Robichaud en était une où anglophones et francophones pouvaient vivre harmonieusement, côte à côte, en se respectant mutuellement tout en favorisant le plein épanouissement de leur culture propre.

En 1991, le Nouveau-Brunswick est toujours la seule province à reconnaître officiellement, par des lois, le caractère bilingue de son territoire. On y a ajouté, au cours des années, d'autres protections, y compris une loi qui reconnaît que les deux communautés linguistiques ont droit aux mêmes considérations, aux mêmes services, institutions culturelles, éducatives et économiques. Pourtant, lors du dernier scrutin populaire, tenu en septembre 1991, le peuple a parlé : 20 p. 100 des électeurs ont favorisé un parti politique (le Confederation of Regions Party ou COR) qui préconise un retour à l'unilinguisme anglophone qui a caractérisé la vie politique du Nouveau-Brunswick depuis son entrée dans la Confédération. Ce parti politique, qu'on disait constitué de «têtes grises», est devenu l'Opposition officielle en faisant élire huit candidats tout en se classant bon deuxième dans 18 autres circonscriptions électorales, sur un total de 58 sièges.

À Fredericton, capitale provinciale où le gouvernement est une des principales sources d'emploi et où résident des centaines de familles francophones attirées par les deux gouvernements précédents (ceux de Louis J. Robichaud et de Richard Hatfield), le vote populaire en faveur des candidats du COR a été de 1 sur 3. C'est dire qu'un tiers des résidents de Fredericton et de la région ont voté pour un parti politique qui prêche ouvertement l'abolition du bilinguisme officiel. Certains porte-parole vont même jusqu'à préconiser une nouvelle déportation, cette fois vers le Québec.

Ce qui est surprenant également, c'est de constater que les fonctionnaires anglophones de la Capitale, et ils sont quelques milliers, ont appuyé un parti politique qui prônait également l'abolition de plusieurs milliers de postes dans la fonction publique provinciale. Certains expliqueront ce comportement politique pour le moins étrange par le fait que le gouvernement du Nouveau-Brunswick avait imposé un gel sur les salaires des fonctionnaires, par la crise constitutionnelle, ou encore par l'économie chancelante au pays, par l'intransigeance du Québec sur les questions linguistiques et quoi encore!